cations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tunis, le 15 mai 1974

Le Premier Ministre,
HEDI NOUIRA

MINES

Arrêté du Ministre de l'Economie Nationale du 15 mai 1974, instituant le permis de recherches du 3ème groupe N° 226.502.

Le Ministre de l'Economie Nationale;

Vu le décret du 1er janvier 1953 sur les mines et notamment le titre II;

Vu la demande en date du 19 mars 1974, sous le N° 226.502, par laquelle la Société Tunisienne d'Expansion Minière, faisant élection de domicile à Tunis, 9, Rue Danton et agissant en son nom et pour son propre compte, demande un permis de recherches de mines du 3ème groupe au lieu dit : Djebel Hamra, Gouvernorat de Kasserine;

Vu le rapport du Directeur des Mines et de l'Energie, d'où il résulte que cette demande est régulière;

Arrête :

Article Premier. — La Société Tunisienne d'Expansion Minière dont le siège social est au 9, Rue Danton à Tunis, est autorisée sous toutes réserves des droits antérieurs des tiers, à effectuer des travaux de recherches des mines du 3ème groupe, dans les terrains situés à l'intérieur du périmètre défini ci-après, englobant une superficie de 400ha, conformément au plan de l'échelle de 1/25.000 joint au présent arrêté :

Le point de repère de ce permis est le signal du Djebel « Hamra » altitude : 1112m, latitude nord : 39G 33'04", longitude EP : 6G 83'34".

Limite Nord : Droite AB de direction Ouest-Est, passant à 200 m au Sud du repère.

Limite Est : Droite BC de direction Nord-Sud, passant à 1.000m à l'Ouest du repère.

Limite Sud : Droite CD de direction Est-Ouest, passant à 2.200m au Sud du repère.

Limite Ouest : Droite DA de direction Sud-Nord, passant à 3.000m à l'Ouest du repère.

Art. 2. — La durée du présent permis de recherches est fixé à trois années grégoriennes à compter du présent arrêté.

Art. 3. — Toute demande de renouvellement de permis, toute demande de permis d'exploitation ou de concession portant sur le présent permis, devra être enregistrée à la Direction des Mines et de l'Energie, à peine de nullité, deux mois au moins, avant l'expiration du dit permis.

Tunis, le 15 mai 1974

Le Ministre de l'Economie Nationale
CHEDLI AYARI

Vu :

Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

Arrêté du Ministre de l'Economie Nationale du 15 mai 1974, portant premier renouvellement du permis de recherches du 3ème groupe N° 166.826.

Le Ministre de l'Economie Nationale;

Vu le décret du 1er janvier 1953 sur les mines et notamment les articles 23, 24 et 30;

Vu l'arrêté du 14 juin 1971, instituant le permis de recherche du 3ème groupe N° 166.826, situé au lieu dit « Hammam Diedidi », Gouvernorat de Nabeul, en faveur de la Société Tunisienne d'Expansion Minière dont le siège social est au 9, Rue Danton à Tunis;

Vu la demande de premier renouvellement enregistrée à la Direction des Mines le 11 mars 1974 sous le N° 226.501, présentée par la Société précitée;

Vu le rapport du Directeur des Mines, d'où il résulte que cette demande est régulière et conforme aux dispositions des décrets et arrêtés en vigueur, concernant la recherche et l'exploitation des substances minérales, du 3ème groupe;

Arrête :

Article Premier. — Est renouvelé pour une période de trois (3) années prenant fin le 14 juin 1977 inclus, le permis de recherche du 3ème groupe N° 166.826 institué par l'arrêté sus-visé du 14 juin 1971.

Art. 2. — Au cours de la période visée à l'article 1er ci-dessus la Société permissionnaire devra effectuer des travaux de recherches représentant une dépense correspondant au minimum à la valeur de 14.400 heures de travail. L'heure de travail à prendre en considération est celle qui est fixée conformément aux dispositions de l'article 33 du décret du 1er janvier 1953 sur les mines.

Art. 3. — Toute demande de renouvellement, de permis d'exploitation ou de concession portant sur le présent permis devra être enregistrée à la Direction des Mines, à peine de nullité, deux mois au moins avant l'expiration du dit permis.

Tunis, le 15 mai 1974

Le Ministre de l'Economie Nationale
CHEDLI AYARI

Vu :

Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

NOMINATION

Par arrêté des Ministres des Finances et de l'Economie Nationale du 15 mai 1974.

Sont nommés Administrateurs, représentant l'Etat au Conseil d'Administration de l'Office National du Tourisme et du Thermalisme :

— Monsieur Abdelaziz Zenaidi, en remplacement de Monsieur Lassaâd Ben Osman.

— Monsieur Abdelkrim Moussa, en remplacement de Monsieur Mustapha Masmoudi.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

DECLASSEMENT DE TERRAINS

Décret N° 74-540 du 11 mai 1974, portant déclassement du domaine forestier d'une parcelle de terre située dans la forêt de Remel dans les environs de la Commune de Menzel Djemil.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi N° 65-60 du 4 juillet 1966, portant promulgation du code forestier;

Vu le code forestier et notamment son article 12, tel qu'il a été modifié par la loi N° 73-25 du 7 mai 1973;

Vu le décret du 21 août 1904, portant expropriation pour cause d'utilité publique des dunes et sables mouvants du Djebel Remel et du Djebel Demna près de Bizerte;

Vu l'avis des Ministres de l'Intérieur, des Finances et de l'Agriculture;

Décrétons :

Article Premier. — Est déclassée du domaine forestier de l'Etat pour être remise au domaine privé de l'Etat la parcelle de terre de 9 ha, 54 a, 20 ca située dans la forêt du Remel, entourée d'un liseré rouge sur le plan ci-annexé et se révélant nécessaire pour l'extension du périmètre existant de la Commune de Menzel Djemil.

Le plan d'aménagement urbain de la parcelle visée à l'alinéa ci-dessus doit être approuvé, avant toute exécution, par le Ministre de l'Agriculture.

ART. 2. — Les Ministres de l'Intérieur, des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 11 mai 1974

P. le Président de la République Tunisienne :
et par délégation.

Le Premier Ministre.

HEDI NOUIRA

Décret N° 74-541 du 11 mai 1974, portant déclassement du domaine forestier de la parcelle de terre soumise au régime forestier dite Dar-Es-Salam et située à Gabès.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi N° 66-60 du 4 juillet 1966, portant promulgation du code forestier;

Vu le code forestier et notamment son article 12, tel qu'il a été modifié par la loi N° 73-25 du 7 mai 1973;

Vu le décret du 31 octobre 1886, relatif à la soumission au régime forestier des dunes et sables mouvants situés sur le pourtour ou à l'intérieur des Oasis de Gabès, Nefta, Tozeur et El Hamma de Djérid;

Vu l'avis des Ministres de l'Intérieur, des Finances et de l'Agriculture;

Décrétons :

Article Premier. — Est déclassée du domaine forestier de l'Etat pour être remise au domaine privé de l'Etat la parcelle de terre d'une superficie de 40 ha, 76 a, 88 ca., connue sous le nom de Chott Es-Salam située à Gabès, entourée d'un liseré rouge sur le plan ci-annexé et se révélant nécessaire pour l'extension du périmètre existant de la Commune de Gabès.

Le plan d'aménagement urbain de la parcelle visée à l'alinéa ci-dessus doit être approuvé, avant toute exécution, par le Ministre de l'Agriculture.

ART. 2. — Les Ministres de l'Intérieur, des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 11 mai 1974

P. le Président de la République Tunisienne :
et par délégation.

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA

EAU

Arrêté du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture du 11 mai 1974, portant ouverture d'enquête.

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture;

Vu le décret du 24 septembre 1885 sur le domaine public;

Vu le décret du 5 août 1933, portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du domaine public et notamment son article 13;

Vu la demande présentée le 18 février 1974, par Monsieur Haddaoui Chedly, en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser une partie des eaux d'El Ghenam jusqu'à concurrence de 50 m³ par jour pendant 6 mois de chaque année pour irriguer une parcelle de 20 ha de cultures fourragères;

Arrête :

Article Premier. — La demande de Monsieur Haddaoui chedly sera soumise à une enquête administrative de quinze jours conformément aux dispositions du décret sus-visé du 5 août 1933.

Art. 2. — Un avis sera affiché :

1°) au siège du gouvernorat de Kasserine;

2°) au tribunal de 1ère instance de Kasserine;

3°) aux municipalités de Thala et Kasserine;

4°) dans les différents marchés du gouvernorat de Kasserine;

5°) dans les principaux centres du gouvernorat de Kasserine.

Cet avis fera connaître au public que l'enquête est ouverte du 16 au 30 juin 1974, que les intéressés peuvent prendre connaissance du dossier déposé au siège du gouvernorat, tous les jours, les dimanches et les jours fériés exceptés, de 9 h à 11 h et de 15 h à 17 h et consigner leurs observations sur le registre annexé au dossier.

Tunis, le 11 mai 1974

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture

MOHAMED GHEDIRA

Vu :

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

LISTE D'APTITUDE

Au Grade de Secrétaire d'Administration

ANNEE 1972

Ahmed Ben Moussa
Abdelkader Lassoued
Ali El Maaoui
Mohamed Djilani
Abdelaziz Lejri
Salah Guetari
Tahar Handous.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

EXPROPRIATION

Décret N° 74-539 du 11 mai 1974, portant expropriation pour cause d'utilité publique d'immeubles nécessaires à la construction d'un tronçon de la voie X, compris entre le Carrefour de Oued Roriche (X 2) et celui de l'accès à l'aérogare de Tunis-Carthage.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 9 mars 1939, portant refonte de la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'avis du Ministre de l'Equipement;

Décrétons :

Article Premier. — Sont expropriés pour cause d'utilité publique, au profit du Ministère de l'Equipement, pour être incorporés dans le Domaine Public de l'Etat, les immeubles nécessaires à la réalisation de la voie X dans son tronçon compris entre le carrefour de Oued Roriche (X 2) et celui de l'accès à l'aérogare de Tunis-Carthage, entourés d'un liseré rouge sur le plan ci-joint et indiqués dans le tableau ci-après :